



## Non aux attaques contre les travailleurs ! Augmentation des salaires et interdiction des licenciements !

Le 1er mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »



### Sous le capitalisme, on meurt du travail

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

### Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeuner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.



### Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.



## DE : Gestation mouvementée

Neuf mois après son arrivée à la Direction des Études, le nouveau directeur a présenté le projet de réorganisation. Le changement est surtout notable dans les équipes de production, bouleversant ainsi les équilibres, alors que tout en haut, "on prend les mêmes et on recommence".

## Contre la violence du travail

La semaine dernière à Saint-Denis, se tenait un rassemblement de plusieurs centaines de cheminots contre les accidents du travail qui explosent à la SNCF, en augmentation de 50 % en 3 ans. La pression managériale, le sous-effectif, le manque de formations, autant de facteurs de risques que la direction est prête à nous faire subir.

## La série noire continue

Depuis le début de l'année, douze collègues ont mis fin à leur jour, dont la moitié dans les emprises ferroviaires. Le 27 avril, c'était un collègue de l'Équipement du côté de Montpellier. Tous les indicateurs sociaux sont au rouge : les accidents du travail, les burn-out, le nombre de licenciements mais les profits, eux, montent en flèche.

## ASCT : des travailleurs indispensables

Après l'accident mortel du 7 avril dernier, à Bully-les-Mines, l'entreprise a rapidement mis en avant le nom de ses hauts dirigeants dépêchés sur place.



Numéro 56

**Révolutionnaires**  
un journal par et pour  
les travailleurs !



Mais ce sont bien les deux collègues ASCT à bord qui ont appliqué les procédures empêchant un suraccident ferroviaire et qui ont porté secours aux 243 passagers dont plusieurs dizaines étaient blessés ou en état de choc. Preuve s'il en est de l'importance d'avoir des ASCT à bord.

## Trains sans ASCT : danger

La direction n'a aucun scrupule à faire circuler des TER sur cette ligne avec plusieurs centaines de passagers à bord en EAS. Refuser de partir sans ASCT pour des raisons de sécurité est bien légitime, malgré les pressions de la hiérarchie.

## Stellantis patron voyou

Les récentes annonces de la direction de Stellantis confirment que le site de Poissy cessera la production automobile au plus tard en 2028. La liquidation des salariés se ferait par des départs « volontaires »... sans PSE ! Cela fait des années que Stellantis teste la pratique des départs forcés, notamment par l'aggravation de la pénibilité. Mais les salariés ne sont pas dupes ! Le 23 avril, ils se sont rassemblés devant l'usine, rejoints par les ouvriers des sous-traitants (MC Synchro et Forvia), dont les postes sont directement menacés. Un avant-goût de la nécessaire coordination de l'ensemble des 300 000 travailleurs (décomptés par la CGT) dont les emplois sont aujourd'hui menacés !